

## Tendances

Total élargit ses investissements au Liban, où la compagnie française possède un des réseaux de distribution les mieux implantés territorialement, et compte participer à l'exploitation du gaz offshore libanais. Cette décision, qui doit être confirmée officiellement avec l'annonce imminente du résultat de la [première série d'attribution de licences d'exploration et de production](#), n'était pas acquise. Total, qui aurait pu être découragée et par son expérience chypriote et par la faisabilité économique de son projet libanais, s'associerait finalement à Eni et Novatek. Ce consortium devrait rassurer les autorités politiques et diplomatiques parisiennes, surtout qu'il permet à Total d'alléger ses risques géopolitiques en étant associée à des intérêts italiens et russes dans le bassin oriental de la Méditerranée.

Entre la [visite d'Etat du Président Michel Aoun à Paris](#) (septembre 2017) et la visite du Président Emmanuel Macron à Beyrouth prévue au printemps 2018 dans le cadre d'une tournée régionale, plusieurs rendez-vous franco-libanais sont programmés. Parmi ces manifestations franco-libanaises, qui confirment le repositionnement de la France sur la scène libanaise après une période de flottement ces dernières années, une [conférence internationale des investisseurs et une autre d'aide à l'Armée libanaise](#).



## La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

### • Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

### • E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

### • La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

### • Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

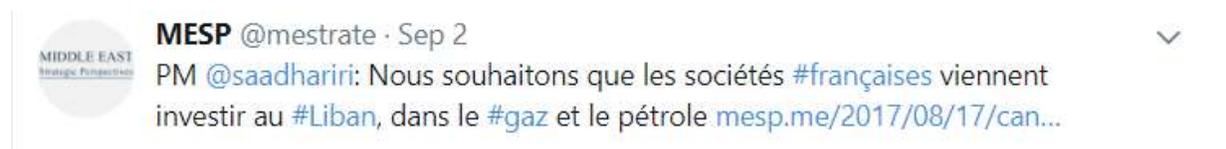
### • Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

L'abandon du [programme franco-saoudien DONAS](#) (\$3md) aura privé la France du retour en force au sein du secteur de la défense qu'elle tentait d'effectuer en coordination avec l'Arabie saoudite. Il faudra désormais à la France du temps, de la créativité, un certain degré d'opportunisme politique aussi, pour espérer compenser cette opportunité manquée. Sur le plan économique, l'initiative imaginée par Paris et qui vise à organiser au profit du Liban un tour de table d'investisseurs potentiels, est un autre levier, vital pour les Libanais dans le contexte actuel, pour consolider et élargir l'influence française au Liban et au Levant.

Ses relais diplomatiques, culturels et éducatifs, permettent à la France de faire jouer pleinement sa stratégie de soft power au Liban. Ce levier est d'autant plus important, qu'il contribue, directement, à la survie du modèle socioculturel et politique qui distinguait jusque-là le Liban. Il fait partie des axes de coopération franco-libanaise dont on annonce la consolidation au cours des prochaines années. La France, engagée dans la guerre contre le terrorisme, joue aussi un rôle certain dans la défense de la souveraineté du Liban et de son intégrité territoriale. Ce rôle, diplomatique et militaire, s'étend aussi vers le front israélo-libanais où la France déploie un des contingents les plus importants de la FINUL, avec les Italiens et les Espagnols. Enfin, la France assure, via sa présence maritime notamment, la sécurisation du bassin oriental de la Méditerranée, où ses navires de guerre coordonnent leurs opérations et cohabitent avec ceux de puissances régionales, méditerranéennes et internationales.

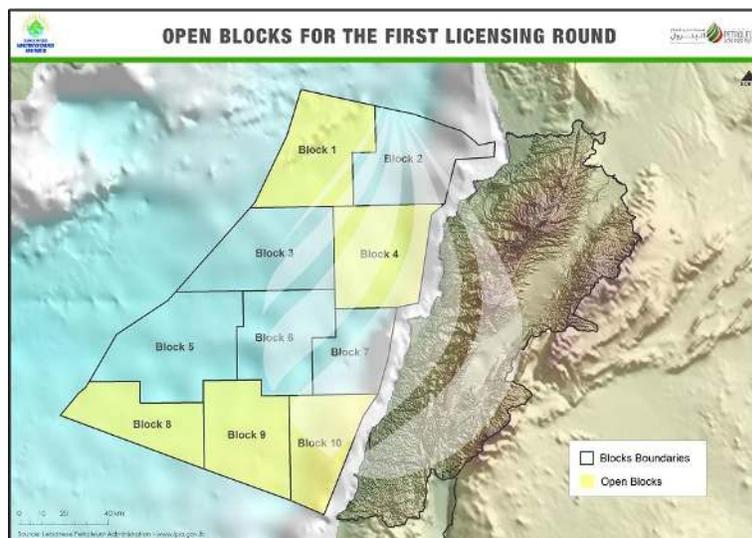
La France tend à participer à l'exploitation du gaz offshore libanais, malgré l'attractivité économique incertaine d'un tel investissement. Elle a choisi de le faire en partenariat avec les Italiens, presentis comme opérateurs au sein du consortium, et des Russes (le partenariat envisagé avec les Russes devrait relativiser les inévitables réserves attendues de la part de certains à l'égard d'une trop forte association de la France aux affaires stratégiques du Liban). Pour ces trois acteurs, et peut-être surtout pour la France, cet investissement devrait aussi être interprété sous un angle politique et géopolitique. Total donne ainsi, avec les encouragements politiques et diplomatiques que l'on suppose, le signal de départ pour un retour des investissements français au Liban (y compris dans les secteurs d'activités liés directement ou indirectement au secteur de l'énergie).



Cela profiterait donc du regain d'intérêt de la France pour le Liban, le bassin oriental de la Méditerranée, et le Levant, avec la multiplication des initiatives annoncées par l'Élysée en direction de la région. Cela profiterait aussi des évolutions régionales, qui ont des incidences positives sur les [relations franco-iraniennes](#), et qui permettent à Paris de préserver et de renforcer même ses relations

particulières avec d'autres acteurs régionaux qui comptent au Liban et au Levant : la Russie, l'Arabie saoudite, Israël, l'Égypte.

Les délais qu'a connus le chantier de l'exploitation du gaz offshore libanais (pour une multitude de raisons politiques notamment), ont pu déstabiliser certains investisseurs. Paradoxalement, ces délais auraient profité quelque part à Total qui voit son positionnement s'améliorer vis-à-vis de la concurrence.







Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 11 • 10 octobre 2017

---

La suite du numéro 11 de la *LettreM* et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

[LettreM • Numéro 10 • 26 septembre 2017](#)

[LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017](#)

[LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017](#)

[LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017](#)

[LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017](#)

[LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017](#)

[LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017](#)

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy

[www.mesp.me](http://www.mesp.me) | [contact@mesp.me](mailto:contact@mesp.me)